

Pays: Estonie

Commission : Sommet ALENA-MERCOSUR

Problématique : Quel futur pour les relations de coopération transatlantiques face aux transformations géopolitiques récentes ?

L'Estonie est une République parlementaire gouvernée par Alar Karis et ayant comme première ministre, depuis janvier 2021, Kaja Kallas. Il s'agit d'un pays relativement petit, occupant 45 399 km² dans lesquels se répartissent 1 228 624 citoyens. Néanmoins, l'Estonie forme fièrement partie des organisations internationales plus importantes qui régissent notre monde contemporain. Effectivement, la république estonienne a intégré l'Union Européenne le 1^{er} mai 2004 ainsi que l'espace Schengen en 2007 et la zone euro en 2011. De même, elle est devenue membre de l'Organisation des Nations Unies le 17 septembre 1991 et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord en 2004. L'Estonie est, de plus, un des trois pays baltes, frontalier avec la Russie et la Lettonie et ayant plein accès au golfe de Finlande. Elle a pour capitale Tallinn, où l'on peut trouver les principales institutions gouvernementales comme le célèbre Riigikogu, parlement estonien chargé de l'exercice du pouvoir législatif et de l'élection des principales autorités politiques. Enfin, l'Estonie possédait en 2022 un PIB nominal s'élevant à 37 202 milliards de dollars, ce qui suppose une croissance de 2,52% et un taux de chômage de 7,1%. Le gouvernement estonien s'est spécialisé particulièrement dans le domaine du numérique qui suppose un véritable levier de croissance pour le pays et lui permet d'acquérir un ferme avantage face aux reste des États européens. Quant à l'UE, il s'agit de la plus prestigieuse institution existant en Europe visant, depuis sa création en 1982, au développement des échanges, à la défense et au maintien de la sécurité au sein des pays membres. L'ALENA (Accord de libre-échange Nord-américain) a pour objectif, de son côté, de favoriser les relations entre les trois grandes puissances nord-américaines : le Mexique, le Canada et les États-Unis. Cette organisation trouve son parallèle en Amérique du Sud : le MERCOSUR (Marché Commun du Sud), intégré par une série de pays comme le Brésil, l'Argentine ou le Paraguay. Ces trois organisations n'ont jamais établi d'accords communs, malgré les traités signés par exemple entre l'UE et le Mercosur le 28 juin 2019, ni de liens trilatéraux, ce qui fait de ce sommet une commission à importance majeure.

Ainsi, en représentation de la république estonienne et en défense constante de ses meilleurs intérêts, nous analyserons, au cours de ce sommet, le futur des relations de coopération transatlantiques, compte tenue des transformations géopolitiques récentes. Le 24 février 2022 la Russie a entrepris une des pires et plus violentes opérations d'invasion de ces dernières années, s'avancant dans le territoire ukrainien et détruisant villes, infrastructures mais avant tout quartiers et familles. Cet évènement a profondément bouleversé l'équilibre européen et soumet les gouvernements face à des véritables défis qu'ils surmontent cependant grâce aux relations croissantes d'entre-aide s'articulant dans la logique des organisations internationales. Néanmoins, tous les changements actuels ne se concentrent point en Europe et il est nécessaire de remarquer la menace croissante d'une nouvelle puissance mondiale qui ne peut que déséquilibrer les alliances actuelles : la Chine. À ceci s'ajoutent la montée des régimes populaires et en quelque sorte autoritaires en Amérique du Sud, les tensions soutenues au Moyen Orient et dans des pays arabes et le rôle émergent mais réel des nouvelles technologies dans les accords diplomatiques étatiques. Dans un tel contexte, l'Estonie, d'autant plus en raison de sa situation géographique face à la Russie, ne peut que condamner ses terribles violations des droits humains et fait appel à une mobilisation maximale des États à niveau mondial. Le gouvernement dépose toute sa confiance dans les facultés des organisations internationales et insiste, de plus, dans le besoin urgent de multiplier les accords entre les trois grands pôles transatlantiques pour se maintenir à la hauteur des enjeux contemporains actualisés.

La position estonienne face au futur des relations transatlantiques mise en évidence, le gouvernement demeure pourtant conscient de la nécessité de solutions actives. Ainsi, se basant sur les résultats fortement positifs obtenus par la signature précédente d'accords entre par exemple le gouvernement états-unien et Tallinn, dont le traité mettant en œuvre le FACTA signé en avril 2014, le Riigikogu propose avant tout d'annualiser ce sommet. En effet, des réunions annuelles entre le Mercosur, l'Aléna et l'UE ne peuvent qu'améliorer les capacités de réaction de chaque État, à niveau individuel comme à niveau collectif, face aux imprévisibles menaces géopolitiques. D'autre part, il est nécessaire de renforcer la cohérence intérieure de chaque organisme évitant ainsi des conflits internes ne pouvant que donner lieu à des situations catastrophiques notamment pour le maintien d'un dynamisme social positif. Enfin, après avoir analysé la nature des principaux bouleversements actuels, certains domaines se distinguent particulièrement. Notamment, en matière de défense, le contrôle des armes et drogues illégales devient un sujet d'importance stratégique contre lequel les gouvernements doivent imposer les mesures les plus strictes (sanctions administratives et économiques contre l'usage par exemple de stupéfiants). Dans le domaine économique, l'Estonie défend à nouveau son soutien au libre-échange et le besoin urgent, d'autant plus dans le contexte de crise actuel, de réduire au maximum les coûts des droits de douane transatlantiques, comme déjà entrepris au sein de l'alliance baltique ou dans l'union douanière européenne. Enfin, comme déjà mentionné auparavant, le maintien de la démocratie est un des soucis principaux du gouvernement d'Alar Karis. Ainsi, la disparition des régimes autoritaires doit être une priorité dans les réunions institutionnelles et, dans le but d'assurer le respect de ces mêmes organisations, l'Estonie propose de mettre en place un réseau de fonctionnaires se chargeant de contrôler, avant chaque Sommet, les régimes internes des pays, afin de pouvoir mettre en place des mesures législatives homogènes.

Pour conclure, l'Estonie se sent honorée de pouvoir prendre part dans un Sommet si prestigieux et possédant une si forte projection dans le futur géopolitique. Elle insiste ainsi dans le rôle fondamental des relations étatiques transnationales, tout en demandant une constante prise en compte de la totalité des pays membres.